

**COMMISSION DES ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA SITUATION ET L'AVENIR
DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC**

DOCUMENT DE CONSULTATION

ET

DÉMARCHE DE LA COMMISSION

Commission des États généraux
sur la situation et l'avenir de
la langue française au Québec
Dépôt légal – 2000
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-36559-3

Table des matières

Mot du président	3
Le mandat de la commission	5
Les membres de la commission	7
L'origine de la politique linguistique du Québec	12
De nouvelles réalités, de nouveaux enjeux	16
La démarche de la commission	24
Les audiences régionales	24
Les journées thématiques	26
Les assises nationales	27
La communication continue	28
Le site Internet.....	28
Les coordonnées de la commission	30

Mot du président

Le 29 juin dernier, la ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française*, madame Louise Beaudoin, annonçait, au nom du gouvernement du Québec, la création de la *Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec*.

Il s'agit là d'un moment privilégié.

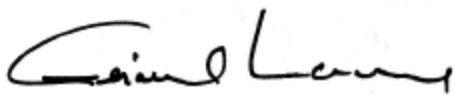
En effet, trente ans après la commission Gendron qui, à la fin des années soixante, avait mené à l'adoption de la *Charte de la langue française* en 1977, les Québécois et Québécoises sont à nouveau conviés à un vaste débat démocratique sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Le contexte dans lequel évolue le Québec d'aujourd'hui est très différent de celui des années soixante et soixante-dix et cela a un impact certain sur la situation de la langue française au Québec et sur la capacité de l'État québécois à mettre en œuvre une politique linguistique dans plusieurs domaines. Qui aurait pu prévoir l'essor extraordinaire des technologies de l'information et des communications et ses impacts sur nos sociétés? Que signifiait le mot mondialisation en 1970? Qui aurait pu prévoir l'évolution démographique qu'a connue le Québec au cours des trente dernières années?

Ces nouvelles réalités nous amènent à réexaminer les consensus établis à l'époque et à en faire émerger de nouveaux afin de rassembler les citoyens et citoyennes de toutes les régions du Québec autour d'une politique linguistique qui soit inclusive, cohérente et adaptée aux réalités d'aujourd'hui.

Pour ce faire, la commission entamera ses travaux à l'automne par des audiences régionales où citoyens et organismes régionaux pourront se faire entendre. À l'hiver, des journées thématiques sous forme de colloques seront organisées sur des sujets précis. Enfin, en mars 2001, des assises nationales permettront aux organismes nationaux de prendre position dans cet important débat.

C'est à ce défi et à cette réflexion collective que je vous convie tous et toutes aujourd'hui, convaincu que, de discussions franches en échanges vigoureux, nous arriverons à des recommandations suscitant l'adhésion du plus grand nombre.



Gérald Larose

LE MANDAT DE LA COMMISSION

Le mandat de la commission

Des tendances lourdes influent sur l'attraction du français :

- le contexte démographique lié à l'accroissement naturel de la population, l'immigration internationale, les migrations interrégionales et interprovinciales;
- l'impact de la mondialisation des échanges et de l'introduction massive des nouvelles technologies de l'information et des communications, en particulier sur la langue de travail et des affaires;
- la fragilité de la francophonie nord-américaine et internationale.

Le mandat des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec est le suivant :

- préciser et analyser les plus importants facteurs qui influencent la situation et l'avenir de la langue française au Québec en fonction de l'évolution des principaux indicateurs, en particulier celui du taux de transferts linguistiques, et à partir de consultations publiques à travers le Québec;
- procéder à l'examen d'une refonte globale de la *Charte de la langue française* comprenant notamment les hypothèses d'une révision des dispositions relatives à l'affichage public et de l'extension de l'application du chapitre sur la langue d'enseignement à l'enseignement collégial;
- dégager des perspectives et des priorités d'action pour l'avenir de la langue française au Québec;
- présenter des recommandations au gouvernement du Québec visant à assurer l'usage, le rayonnement et la qualité de la langue française au Québec.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Les membres de la commission

Monsieur Gérald Larose, président

Surtout connu pour avoir été, pendant 16 ans, de 1983 à 1999, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et auparavant, de 1979 à 1983, président du Conseil central de Montréal de la CSN, monsieur Larose est détenteur d'une maîtrise en service social et d'une maîtrise en théologie de l'Université de Montréal. Reconnu pour son humanisme, ses grands talents de négociateur et son sens de la communication, il est, depuis 1999, professeur invité en travail social à l'Université du Québec à Montréal. Monsieur Larose a également dirigé au printemps 2000 les travaux d'un comité sur l'industrie du livre au Québec mis sur pied par la ministre de la Culture et des Communications. Il a présidé à l'automne 2000 la consultation publique sur un projet de politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire.

Monsieur Jean-Claude Corbeil, secrétaire

Jusqu'à sa nomination à titre de secrétaire de la commission, monsieur Corbeil était, depuis 1997, sous-ministre associé à la politique linguistique. Linguiste de réputation internationale, il est détenteur d'un baccalauréat en pédagogie, d'une maîtrise en linguistique de l'Université de Montréal et d'un doctorat en linguistique de l'Université de Strasbourg (France). Monsieur Corbeil est un spécialiste en matière de politique linguistique, sur la base de son expérience au Québec et en Catalogne. Il est surtout connu en tant que coauteur avec Ariane Archambault du dictionnaire *LE VISUEL*, pour sa participation à la refonte du *Petit Larousse illustré* et comme conseiller scientifique du *Multidictionnaire de la langue française*. Dans le cadre de ses diverses fonctions, monsieur Corbeil a eu l'occasion de tisser des liens étroits avec de nombreuses communautés culturelles, dont la communauté chinoise de Montréal.

Madame Josée Bouchard, commissaire

Présidente de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean, madame Bouchard est aussi propriétaire de l'entreprise de rédaction Communication écrite 02. Elle est détentrice d'un baccalauréat en lettres et d'une maîtrise en arts et traditions populaires de l'Université Laval. Madame Bouchard est également vice-présidente du Conseil régional des commissions scolaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean et membre des conseils d'administration de la Fédération des commissions scolaires du Québec, du Collège d'Alma et de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Originaire de la région de Montréal, elle a vécu à Québec de 1977 à 1986 et demeure à Alma depuis 1986.

Madame Hélène Cajolet-Laganière, commissaire

Professeure titulaire au Département des lettres et communications de l'Université de Sherbrooke depuis 1990, madame Cajolet-Laganière est détentrice d'une maîtrise en études françaises de l'Université McGill et d'un doctorat en linguistique des universités de Sherbrooke et de Strasbourg (France). Elle est reconnue pour ses travaux et publications en matière de rédaction et de qualité de la langue française. Elle a œuvré, de 1973 à 1990, à titre de linguiste conseil et responsable du bureau régional de l'Estrie de l'Office de la langue française.

Monsieur Stéphane Éthier, commissaire

Avocat et spécialiste des nouvelles technologies de l'information, monsieur Éthier s'est illustré en 1989 alors qu'il remportait le premier prix des Championnats du monde d'orthographe et de langue françaises. Depuis, il s'est fait remarquer par sa participation à diverses émissions de télévision, notamment en coanimant l'émission *Branché* à la télévision de Radio-Canada et, plus récemment, comme animateur de l'émission *KT : 3Z* au canal Z. Monsieur Éthier est détenteur d'un baccalauréat en sciences, d'un baccalauréat en droit civil et d'un baccalauréat en *common law*, tous trois de l'Université McGill. Il a reçu l'Ordre de la Pléiade pour la promotion du français et du dialogue des cultures.

Madame Patricia Lemay, commissaire

Vice-présidente à la fabrication de Culinar, filiale du Groupe Saputo, madame Lemay est reconnue pour son leadership. Au sein de Culinar depuis 1986, elle a successivement rempli les fonctions de chargée de projet en recherche et développement, directrice de l'usine Grissol de Sainte-Martine, directrice de l'usine McCormicks de London (Ontario) et directrice de l'usine Vachon de Sainte-Marie-de-Beauce, jusqu'à sa nomination au siège social de Montréal en novembre 1999. Madame Lemay a également été, de 1983 à 1986, copropriétaire de l'entreprise Reliure Saint-Denis et, de 1975 à 1983, chef du contrôle de la qualité chez Aliments Imasco. Elle est diplômée de l'Institut de technologie agroalimentaire de Saint-Hyacinthe.

Madame Norma Lopez-Therrien, commissaire

Directrice générale depuis 1982 de Nous tous un soleil, organisme d'éducation interculturelle et de développement international, madame Lopez-Therrien détient un baccalauréat en sciences commerciales et un diplôme de comptable agréée de l'Université San Andrés en Bolivie, de même qu'un baccalauréat en pédagogie de l'Université de Montréal et une maîtrise en éducation de l'UQAM.

Également sculpteure, madame Lopez-Therrien a été membre durant quatre ans du conseil d'administration du Conseil des arts de la communauté urbaine de Montréal (CACUM). Elle est aussi membre du conseil d'administration de Télé-Québec.

Monsieur Stanley Péan, commissaire

Écrivain et journaliste, monsieur Péan est détenteur d'un baccalauréat et d'une maîtrise en littérature québécoise de l'Université Laval. Il poursuit actuellement ses études de doctorat en littérature à la même université. Monsieur Péan a publié quinze livres (romans, recueils de nouvelles, romans pour la jeunesse) et a participé à de nombreux ouvrages collectifs et à divers périodiques. Il agit également à titre de chroniqueur littéraire au quotidien *La Presse* de Montréal et comme rédacteur en chef du journal *Le Libraire*. Monsieur Péan est né en Haïti et a vécu au Saguenay–Lac-Saint-Jean avant de s'installer à Québec, puis à Montréal.

Monsieur Gary Richards, commissaire

Consultant en communications à Sherbrooke, monsieur Richards s'est surtout fait connaître à titre de président de l'Association des townshippers, association regroupant plus de 6000 membres de la communauté anglophone de la région des cantons de l'Est historiques (Estrie, Montérégie, Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches). Il est détenteur d'un baccalauréat en histoire et en sciences sociales de l'Université Concordia et a œuvré à divers titres au sein des universités Bishop's, McGill et Concordia de 1972 à 1988. Depuis 1988, il est consultant auprès d'une clientèle comptant notamment des organisations autochtones ainsi que diverses associations et entreprises commerciales et culturelles.

Madame Marie-Claude Sarrazin, commissaire

Étudiante en droit à l'Université de Montréal, madame Sarrazin s'est fait récemment remarquer à titre de coprésidente du chantier Promouvoir une société équitable, à l'occasion du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Madame Sarrazin est également assistante de recherche à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et a été recherchiste à la Fédération des femmes du Québec. Membre du comité des jeunes, secrétaire du conseil d'administration de la Fédération des femmes du Québec et administratrice du Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté, elle a aussi été vice-présidente de Jeune Francophonie Québec et secrétaire générale de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) de 1996 à 1998.

Monsieur Dermot Travis, commissaire

Président et directeur général de la firme d'affaires publiques Les communications PIRA depuis 1992, monsieur Travis est aussi président de Forum Action Québec. Cet organisme, qu'il a fondé en 1994 et qui compte plus de 400 membres, est voué à l'atteinte d'une meilleure compréhension linguistique et culturelle entre Québécois et Québécoises. Originaire de Banff en Alberta, monsieur Travis est diplômé de l'Université de Colombie-Britannique et vit à Montréal depuis 1990.

L'ORIGINE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU QUÉBEC

L'origine de la politique linguistique du Québec

La conception et l'essentiel des dispositions de la politique linguistique québécoise, dont la pièce maîtresse est la législation linguistique, la *Loi sur la langue officielle du Québec*, adoptée en juillet 1974 par le gouvernement libéral de monsieur Robert Bourassa et la *Charte de la langue française*, adoptée par le gouvernement du Parti québécois de monsieur René Lévesque en août 1977, découlent, à l'origine, d'une analyse de la situation de la langue française au Québec à la fin des années soixante, à la suite des travaux, recherches et recommandations de la commission Gendron ou des premiers travaux de la commission Laurendeau-Dunton.

La politique et la législation linguistiques québécoises sont donc inspirées :

- d'une part, de la structure économique de cette époque, caractérisée par la prédominance des secteurs primaire et secondaire, le secteur tertiaire, celui des services, étant relativement peu développé, et par l'autonomie plus grande des entreprises sises au Québec, dont un certain nombre avaient leurs sièges sociaux au Québec;
- d'autre part, de la composition de la population du Québec d'alors : une communauté francophone majoritaire, mais qui ne s'affirmait pas telle dans les faits, une communauté anglophone minoritaire, mais dominante dans les secteurs clés de la vie collective, des communautés d'immigration alors peu nombreuses, plutôt concentrées à Montréal, et, enfin, des communautés amérindiennes et inuites dispersées, peu présentes dans la vie collective et peu affirmées sur le plan politique.

Les travaux de ces deux commissions ont mis en évidence les faits suivants :

- la forte présence de la langue anglaise dans les entreprises, dans le commerce et les affaires, ce qui a entraîné, par voie de conséquence, l'affichage en langue anglaise et l'anglicisation des francophones par la pratique quotidienne et nécessaire de l'anglais, notamment dans les vocabulaires spécialisés de tous les domaines de l'activité économique et industrielle;
- le peu de prestige du français auprès des francophones eux-mêmes et auprès des immigrants et immigrantes, alors qu'en contrepartie, la langue anglaise apparaissait comme la plus importante, dotée en conséquence d'un fort pouvoir d'attraction comme langue du succès économique et professionnel de chacun;

- l'écart des revenus selon la langue des personnes, les revenus diminuant selon que l'on est unilingue de langue anglaise, puis bilingue d'origine anglaise, ensuite bilingue d'origine française, enfin unilingue français.

À l'occasion des audiences et travaux de la commission Gendron se sont manifestés, au sein de la majorité de langue française, un profond attachement envers la langue française et une volonté marquée d'agir pour que la situation décrite par la commission se modifie en faveur de la langue française, de manière à ce qu'elle se maintienne, s'épanouisse, s'utilise dans tous les domaines, s'adapte au changement, demeure la langue du Québec, langue de son identité et langue commune de tous les citoyens et citoyennes.

La commission Gendron a également fait émerger des consensus au sein de la population sur les objectifs et moyens d'une nouvelle organisation de la société québécoise du point de vue linguistique, notamment sur les points suivants :

- l'affirmation du français comme langue officielle du Québec, langue de son identité, langue commune de tous les Québécois et Québécoises et langue d'intégration des immigrants et immigrantes; en contrepartie, la reconnaissance du droit de la communauté d'expression anglaise de conserver ses institutions, du droit des communautés amérindiennes et inuites de maintenir et de développer leurs langues et cultures d'origine et le respect des langues et cultures des communautés issues de l'immigration comme apport à la société québécoise;
- la fréquentation de l'école française pour tous les enfants des familles immigrantes, de toute origine et indépendamment de leur connaissance de l'anglais; cependant, de par la Constitution du Canada, le maintien des écoles primaires et secondaires protestantes, le plus souvent de langue anglaise, transformées par la suite en écoles anglaises à l'intention des enfants de parents québécois et canadiens de langue anglaise;
- le droit de travailler en français et, en conséquence, la francisation des entreprises et l'augmentation de la présence des francophones à la direction de celles-ci;
- le droit d'être servi en français et la présence de la langue française dans tous les documents qui accompagnent l'offre de service et le commerce des produits de consommation courante : contrats d'adhésion, garanties, modes d'emploi, emballage, inscriptions sur les produits, factures, publicité, catalogues, etc.;

- la nécessité de rééquilibrer, en faveur du français, l'emploi, au Québec, du français et de l'anglais, en tenant compte des contraintes qui découlent de l'insertion économique et politique du Québec dans le continent nord-américain et sans compromettre la prédominance du français comme langue commune de la société, langue de travail et du commerce;
- le devoir du gouvernement de prendre les mesures concrètes, efficaces et applicables nécessaires pour réaliser ces consensus.

Les États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec seront l'occasion de vérifier ces consensus et, le cas échéant, de les renouveler, d'évaluer l'efficacité et la pertinence des dispositions actuelles de la *Charte de la langue française*, en somme de faire la transition entre hier et aujourd'hui, tout en maintenant la continuité de la politique linguistique du Québec dans tous les secteurs de la législation linguistique et ceux de l'éducation et de l'immigration.

DE NOUVELLES RÉALITÉS, DE NOUVEAUX ENJEUX

De nouvelles réalités, de nouveaux enjeux

Nombre d'observateurs soulignent que des tendances lourdes influent très fortement sur l'usage du français au Québec par rapport à celui de l'anglais et donc sur le pouvoir d'attraction de la langue française face à la concurrence accrue de la langue anglaise.

Par ses travaux, la commission voudra identifier ces tendances et discuter ouvertement et collectivement des moyens à prendre pour en compenser les effets sur le statut et l'usage du français.

À titre indicatif et uniquement dans le souci de faciliter la réflexion commune, la commission espère recevoir les avis et propositions de la population sur les phénomènes suivants :

- tendances démographiques :
 - la faible natalité au Québec;
 - la croissance nécessaire de l'immigration, la pluralité de ses sources, le renouvellement constant et rapide de ses cohortes et les défis d'intégration que ces phénomènes posent;
 - les tendances migratoires au sein de la population : le dépeuplement régional, la concentration urbaine et l'étalement urbain;
 - le rôle de Montréal comme principale ville du Québec et principal foyer d'accueil des immigrants et immigrantes;
 - l'envoi, aux immigrants et immigrantes, de deux messages contradictoires, celui du gouvernement du Canada et celui du gouvernement du Québec, ce qui rend difficile leur processus d'intégration en français;
- tendances économiques :
 - la mondialisation des échanges économiques et la restructuration internationale des entreprises qui l'accompagne;
 - la généralisation de la micro-informatique et des nouvelles technologies de l'information et des communications auxquelles elle a donné naissance, notamment Internet et le courrier électronique;
 - l'insertion du Québec dans le réseau commercial nord-américain, tout particulièrement en vertu des grands accords commerciaux et politiques du type Aléna;
 - la tendance hégémonique mondiale de l'anglais dans les communications politiques, scientifiques, techniques et commerciales.

De ces tendances découlent des opinions, pour le moins souvent contradictoires, sur ces phénomènes et leurs conséquences.

L'impact de ces tendances sur le statut et l'usage du français et de l'anglais au Québec est très perceptible, plus précisément :

- sur la pertinence de la *Charte de la langue française*, dans ce nouveau contexte de prédominance mondiale de la langue anglaise;
- sur l'efficacité des mesures et procédures de mise en application de la *Charte de la langue française*, notamment l'affichage public et les raisons sociales, l'étiquetage des produits de consommation courante et les documents qui les accompagnent, la langue de travail et les programmes de francisation des entreprises, la langue des services à la clientèle, etc.;
- sur le statut social du français, sur son pouvoir d'attraction, sur son utilisation dans les divers secteurs d'activité, du fait que l'anglais semble redevenu incontournable pour beaucoup de personnes;
- sur les attentes des citoyens à l'égard du gouvernement en matière de langue et leurs répercussions éventuelles sur la politique linguistique du Québec.

La *Charte de la langue française*, principal contrepoids aux tendances que nous avons évoquées précédemment, a produit des résultats intéressants, sans cependant qu'il soit certain que les changements notés soient irréversibles.

La très grande majorité des jeunes immigrants et immigrantes fréquentent maintenant l'école française. La connaissance du français s'est accrue chez les non-francophones. Le nombre de francophones a augmenté dans les entreprises du Québec, à tous les niveaux, mais très faiblement au sein des conseils d'administration où, encore aujourd'hui et peut-être davantage, les choses se passent de plus en plus en langue anglaise. Par contre, les disparités salariales ont été nettement réduites. L'affichage en langue française s'est généralisé, mais on observe une progression constante de l'affichage bilingue, le plus souvent en respect de la nette prépondérance du français. Les raisons sociales en langue anglaise, souvent d'entreprises franchisées, prolifèrent : des lois canadiennes et des conventions internationales protègent l'intégrité des noms d'entreprises. Le français est généralement présent dans le commerce, plus difficilement pour les produits informatiques, les produits d'importation, les produits spécialisés. L'intégration économique du Québec dans le marché nord-américain prend très peu en compte l'existence d'un marché de langue française en Amérique du Nord.

L'usage du français a progressé dans les entreprises : le français n'est plus une langue secondaire. Cependant, le bilinguisme augmente sous l'effet des communications avec l'extérieur, favorisées par le courrier électronique et la consultation des sites Internet. Les vocabulaires techniques subissent fortement la concurrence de la terminologie anglaise, d'autant plus que cette terminologie a tendance à devenir d'usage international. Mais surtout, il arrive de plus en plus souvent que la fusion ou la restructuration des entreprises, la conclusion d'accords de partenariat entre des entreprises du Québec et des entreprises étrangères favorisent l'usage de la langue anglaise et remettent en cause l'usage généralisé du français comme langue de travail.

La situation du français en informatique laisse à désirer, aussi bien dans l'offre des produits ou des services que dans l'enseignement. La situation est la plus difficile lorsqu'il s'agit de produits informatiques spécialisés. De plus, aucune disposition de la législation linguistique ne fixe de règle pour l'utilisation de l'informatique dans le monde du travail. À force d'efforts répétés, la situation s'améliore tout de même lentement. La même situation prévaut dans les technologies de l'information et des communications : les systèmes fonctionnent le plus souvent en langue anglaise, quoique la présence du français dans le web augmente constamment au fur et à mesure que croît le nombre de sites en langue française. En fait, la part relative de la langue anglaise sur Internet diminue au même rythme que se créent des sites dans les autres langues.

Il est donc devenu nécessaire de faire, ouvertement et collectivement, le point sur la situation actuelle de la langue française, sur les tendances qui en affectent l'usage généralisé et de chercher les voies d'action susceptibles d'accroître l'efficacité et la cohérence de la politique et de la législation linguistiques québécoises.

Les enjeux sous-jacents à l'existence et à l'application de la politique linguistique influencent et continueront d'influencer la nature et l'avenir de la société québécoise.

- La diversité culturelle et linguistique dans le monde

Partout, à travers le monde, les États font face aux mêmes problèmes : la pression de l'anglais sur la culture et la langue nationales, parfois d'une autre langue hégémonique dans d'autres contextes, par exemple celle de l'espagnol ou du russe; la coexistence de plusieurs langues sur le même territoire national, soit langues régionales, soit langues introduites par l'immigration; le statut des langues nationales et leur usage effectif dans les organisations supranationales dont découlent des conséquences concrètes pour chaque langue des pays ainsi regroupés.

Le Québec n'est pas le seul État qui ait arrêté une politique linguistique. Son cas n'est pas unique, bien au contraire. Beaucoup d'autres pays ont adopté des politiques ou des dispositions d'ordre linguistique dans l'intention d'affirmer une langue nationale ou, tout au moins, d'en garantir la pérennité et la vitalité. Ont adopté et appliquent des politiques linguistiques explicites, pour ne citer que les cas les plus connus, le Canada, la Suisse, la France, les trois entités de la Belgique (la Communauté française, la Communauté flamande et Bruxelles), la Catalogne, le Pays basque, Israël, l'Algérie, la Tunisie, récemment la Pologne et l'Ukraine. D'autres pays ont opté plutôt pour des déclarations officielles : par exemple, plusieurs États américains ont déclaré l'anglais langue officielle pour protéger cette langue de la montée de l'espagnol.

- La qualité de la langue

Au Québec, on entend par « qualité de la langue » la connaissance et l'usage de la langue standard par les élèves au sortir de la scolarité obligatoire et par l'ensemble des citoyens et citoyennes adultes, le respect de la langue standard par l'Administration, les organismes parapublics, les ordres professionnels et les entreprises d'utilité publique ainsi que dans toutes les activités professionnelles qui reposent, à des titres divers, sur le recours à la langue, comme dans les médias écrits et électroniques, dans la publicité, etc.

La « qualité de la langue » est le lieu d'un débat sans cesse renouvelé, de génération en génération, entre les personnes qui estiment que la situation se dégrade et celles qui soutiennent, au contraire, qu'il y a progrès ou que, tout au moins, il n'y a pas dégradation significative par rapport au passé.

Or, il y a toujours plusieurs variétés de la même langue qui coexistent dans chaque communauté linguistique et qui s'emploient soit dans les différents pays qui en font partie, soit selon les diverses situations de communication. Cela est vrai pour l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, et cela est vrai pour le français. La diversité de ces usages entraîne des discussions au sein de chaque société, d'une part, et, d'autre part, n'est pas prise en compte par les divers systèmes informatiques de traitement de la langue, comme les correcteurs orthographiques ou les logiciels de reconnaissance de la parole.

L'enjeu réel par rapport auquel il est nécessaire d'adopter une stratégie d'action met en cause des éléments très divers dont les répercussions linguistiques sont importantes : la maîtrise de la langue standard par tous les citoyens et citoyennes du Québec, fondement de la liberté de parole et de la participation à la société, et l'emploi de cette variété de la langue dans toutes les circonstances où elle est requise; la formation linguistique professionnelle en langue française, y compris en entreprise; le soutien à l'usage du français standard dans le monde du travail, la veille terminologique et l'actualisation des vocabulaires de spécialités; l'instrumentation de la langue standard au Québec, c'est-à-dire la dé-

finition d'un consensus à l'égard de la norme du bon usage du français au Québec et la création des outils de référence, écrits et électroniques, indispensables pour guider ce bon usage, en langue générale et en langue de spécialités.

- Le bilinguisme et le multilinguisme

On utilise beaucoup le terme « bilinguisme » lorsqu'il est question de langue au Québec.

Pourtant, ce terme est très ambigu et il est certainement nécessaire, au cours des travaux des États généraux, d'y introduire les distinctions nécessaires ou de rajeunir celles qui sont à la base de la conception de la *Charte de la langue française*, distinction entre bilinguisme individuel (savoir l'anglais) et bilinguisme fonctionnel (travailler en anglais).

L'enseignement de l'anglais, ou du français, langues secondes, est très souvent réclamé par les parents, qui veulent en conséquence que cet enseignement soit efficace. La discussion est ouverte sur les moyens de cette efficacité.

D'autres parents sont d'avis qu'il faut d'abord et avant tout assurer l'enseignement de la langue maternelle et repousser en conséquence l'enseignement de la langue seconde. La relation entre enseignement de la langue maternelle et enseignement de la langue seconde est donc en cause et l'objet d'une discussion.

Et aujourd'hui, surtout dans la perspective de l'intégration économique des Amériques, la connaissance de langues tierces devient de plus en plus nécessaire et leur enseignement, de plus en plus envisagé par les États et souhaité par les parents et les dirigeants d'entreprises.

Dans le monde du travail, un autre thème de discussion s'amplifie de plus en plus : comment réduire la contradiction entre le droit de travailler en français et l'emploi nécessaire de l'anglais comme langue des services ou langue des échanges extérieurs, dont découle une forte tendance à exiger la connaissance de l'anglais lors de l'embauche ou de la promotion.

- Les approches de la politique linguistique du Québec

La politique linguistique du Québec repose sur trois approches complémentaires, chacune indispensable dans son ordre d'action : l'approche législative, l'approche sociale et l'approche de concertation internationale. Ces trois approches sont le lieu de divergences d'opinion. Les États généraux se présentent alors comme l'occasion de les expliciter et d'en discuter publiquement.

L'approche législative, qui s'incarne dans la *Charte de la langue française*, est l'assise principale de la politique linguistique. Elle définit le statut de la langue française au Québec et les droits fondamentaux en matière d'usage du français. Elle explicite ce statut et ces droits en définissant les règles d'emploi de la langue française, et des autres langues, notamment de l'anglais, dans tous les domaines publics susceptibles d'influencer le statut du français : la législation et la justice, l'administration publique, la langue de travail et des entreprises, le commerce et les affaires, l'enseignement. Elle respecte l'entière liberté des citoyens et citoyennes de faire usage de la langue de leur choix dans leurs communications privées. Il n'est pas certain, par ailleurs, que le texte de cette législation soit connu avec exactitude par l'ensemble de la population.

L'approche sociale est le lieu où peut s'élaborer une nouvelle conception de la société québécoise, puisqu'elle est en pleine mutation. Les enjeux de cette mutation évoluent rapidement et constamment, dans la conscience de tous les Québécois et Québécoises et dans le débat social où les opinions les plus diverses s'expriment. Les mots clés de ce débat sont souvent eux-mêmes piégés et entraînent leur propre exégèse par les uns et les autres. Que signifie aujourd'hui « être Québécois » ? Qui est francophone, anglophone, allophone et pourquoi, comment ? Ces termes sont-ils des frontières ou uniquement des mots commodes pour identifier les principaux groupes linguistiques de la société ? Est-il légitime de parler de majorité et de minorité, de communautés culturelles ou de communautés linguistiques, ce dernier terme étant d'usage courant chez les sociolinguistes ? Quel vocabulaire faudrait-il se donner pour bâtir ensemble une société québécoise solidaire dans toute sa diversité, qui partage une même langue, le français, les mêmes valeurs fondamentales et qui s'identifie à des institutions communes ? Tous et toutes souhaitent, du moins dans le discours, l'existence d'un « nous » inclusif, autour de l'idée que sont Québécois tous ceux et celles qui sont citoyens du Québec. Mais est-ce que la construction de ce « nous » inclusif suppose le partage d'une langue publique commune, langue des échanges entre citoyens et citoyennes de langues différentes et langue de fonctionnement de l'État ?

L'approche de concertation internationale découle du fait que le Québec partage avec beaucoup d'autres États l'idéal du respect de la diversité culturelle et linguistique, qu'il partage également avec eux le besoin d'équilibrer l'usage de l'anglais sur le plan international et l'usage de la langue nationale sur le plan interne, dans tous les domaines. Le Québec doit faire alliance avec d'autres États sur ces points et, en conséquence, entretenir avec eux des relations suivies. Le nouveau contexte international n'exige-t-il pas, pour ce faire, des efforts additionnels de la part du gouvernement du Québec ?

- Deux régimes de droits à concilier

Constamment, dans le débat linguistique du Québec, s'opposent droits individuels et droits collectifs. La *Charte de la langue française* s'inspire nettement de la protection des droits collectifs, tout en ayant le souci de respecter les droits individuels garantis par les chartes québécoise et canadienne des droits de la personne.

Cependant, sans ouvertement nier la légitimité de la défense de la langue française, certains évoquent, pour contester la *Charte de la langue française*, des droits individuels garantis par les chartes des droits de la personne. En effet, depuis ces dernières années, les procès intentés contre l'une ou l'autre des dispositions de la *Charte de la langue française* se sont multipliés.

Il y a là des questions, de portée publique bien qu'elles soient très juridiques, qu'il serait bon d'approfondir à l'occasion des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

Toutes ces considérations convergent vers l'enjeu le plus important des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec : dégager de nouveaux consensus et tracer des voies de solution renouvelées.

Beaucoup de temps a passé depuis l'adoption des premières politiques linguistiques au Québec. Entre-temps, la société s'est modifiée. L'hégémonie mondiale de la langue anglaise s'est intensifiée à travers le monde. Les générations se sont succédé, sans qu'on sache si, en même temps, se sont transmis les consensus des années soixante au sujet de la langue française, de la légitimité d'une législation linguistique et de la pertinence de ses dispositions.

Au seuil du XXI^e siècle, au moment où le monde se réorganise en grands ensembles économiques et politiques et où, par voie de conséquence, les langues nationales sont devant de nouveaux défis, il est très important, pour tous les citoyens et toutes les citoyennes du Québec, de préciser, personnellement et collectivement, le destin qu'ils souhaitent pour la langue française, pour la culture qu'elle exprime et pour la société dont elle est, depuis toujours jusqu'à aujourd'hui, une caractéristique essentielle du patrimoine commun.

LA DÉMARCHE DE LA COMMISSION

La démarche de la commission

Les audiences régionales

Afin de permettre à la commission d'entendre le plus grand nombre d'opinions et d'être au fait des différentes réalités régionales, des audiences publiques auront lieu dans chacune des dix-sept régions administratives du Québec. **Ces audiences permettront aux citoyens et aux organismes régionaux de présenter un mémoire à la commission.**

De plus, un forum de discussion, permettant un échange direct entre le public présent et les membres de la commission, sera organisé dans chacune des régions dans le cadre de ces audiences.

Sont réputés régionaux, les organismes :

- qui jouent un rôle reconnu dans l'organisation de leur communauté ou de leur région et qui, de ce fait, assument une responsabilité dans un secteur particulier;
- qui contribuent de façon significative aux grands débats de la région;
- dont l'activité influence la vie régionale.

Les audiences régionales auront lieu du 1^{er} novembre à la mi-décembre 2000 selon le calendrier suivant :

- | | |
|--|-----------------------|
| • Mercredi 1 ^{er} novembre 2000 | Capitale-Nationale |
| • Jeudi 2 novembre 2000 | Capitale-Nationale |
| • Lundi 6 novembre 2000 | Estrie |
| • Mardi 7 novembre 2000 | Montréal |
| • Mercredi 8 novembre 2000 | Lanaudière |
| • Jeudi 9 novembre 2000 | Laval |
| • Mardi 14 novembre 2000 | Îles-de-la-Madeleine |
| • Mercredi 15 novembre 2000 | Gaspésie |
| • Jeudi 16 novembre 2000 | Côte-Nord |
| • Mercredi 22 novembre 2000 | Saguenay |
| • Jeudi 23 novembre 2000 | Lac-Saint-Jean |
| • Vendredi 24 novembre 2000 | Nord-du-Québec |
| • Samedi 25 novembre 2000 | Abitibi-Témiscamingue |

- Mercredi 29 novembre 2000 Bas-Saint-Laurent
- Jeudi 30 novembre 2000 Chaudière-Appalaches
- Vendredi 1^{er} décembre 2000 Mauricie
- Samedi 2 décembre 2000 Centre-du-Québec

- Mercredi 6 décembre 2000 Outaouais
- Jeudi 7 décembre 2000 Laurentides

- Lundi 11 décembre 2000 Montréal
- Mardi 12 décembre 2000 Montréal
- Mercredi 13 décembre 2000 Montréal

Le lieu exact des audiences sera communiqué ultérieurement.

Tous les mémoires doivent parvenir à la commission au plus tard le 23 octobre 2000 à 17 h à l'adresse suivante :

Monsieur Jean-Claude Corbeil, secrétaire
Commission des États généraux sur la situation
et l'avenir de la langue française au Québec
770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 4.04
Montréal (Québec) H3A 1G1

La commission prendra connaissance de tous les mémoires et invitera un certain nombre d'organismes et de citoyens à venir présenter leurs points de vue devant les commissaires et en débattre avec eux.

À moins que l'auteur ne s'y objecte par écrit, les mémoires reçus seront diffusés dans le site Internet de la commission au moment opportun.

Le temps alloué à la présentation sera précisé lors de la convocation.

L'audition de chaque intervenant se divise en deux parties :

- la présentation du mémoire;
- les questions des commissaires.

Directives pour la présentation des mémoires

Les mémoires doivent être acheminés sur papier de format 8 1/2 sur 11 pouces à double interligne et sur support informatique (disquette 3,5 pouces) en format Word ou RTF. Le format utilisé doit être bien identifié.

Les mémoires doivent être accompagnés d'un court résumé.

Les mémoires doivent comporter des sections clairement délimitées.

Les annexes (s'il y a lieu) doivent être clairement identifiées.

Les pages doivent être numérotées.

Les mémoires déposés par des organismes doivent, dans leur introduction, présenter l'organisation (date de fondation, nombre de membres, mission, rôle dans le milieu, etc.).

Les mémoires déposés par des citoyens doivent contenir une courte présentation de l'auteur.

Les journées thématiques

Les journées thématiques seront l'occasion de discuter d'aspects de la situation de la langue française et de la politique linguistique :

- qui sont déterminants pour l'*avenir* du français au Québec;
- dont l'évolution a créé une *situation nouvelle*;
- qui constituent des *contraintes* ou des *défis* considérables;
- qui risquent *d'échapper à tout contrôle* si on n'y prend garde;
- pour lesquels aucun *consensus* n'est clairement établi.

Les journées thématiques prendront la forme de colloques où seront invités des personnes et organismes choisis pour leur connaissance du sujet et leur implication dans le domaine traité. Il sera ainsi possible d'approfondir le sujet, d'en cerner les éléments les plus déterminants, d'explorer des hypothèses de solution et d'alimenter de cette façon la réflexion des commissaires.

Ces journées seront publiques et se termineront par un forum afin de permettre à l'auditoire de réagir aux propos et discussions des experts.

Le programme des journées thématiques sera arrêté et rendu public à la suite des audiences régionales.

Les assises nationales

Dernière étape du processus de consultation de la commission, **les assises nationales permettront aux organismes nationaux de présenter un mémoire à la commission** et de discuter des voies d'action à privilégier en vue d'assurer l'avenir de la langue française au Québec.

Sont réputés nationaux, les organismes :

- qui ont un mandat national;
- qui jouent un rôle reconnu dans l'organisation de la société québécoise et qui, de ce fait, assument une responsabilité dans un secteur particulier;
- qui contribuent de façon significative aux grands débats de la société québécoise;
- dont l'activité influence la société québécoise et dont les membres se répartissent sur l'ensemble du territoire.

Les assises nationales seront publiques.

Le lieu et le format des assises nationales seront arrêtés et communiqués ultérieurement.

Tous les mémoires doivent parvenir à la commission au plus tard le 2 mars 2001 à 17 h à l'adresse suivante :

Monsieur Jean-Claude Corbeil, secrétaire
Commission des États généraux sur la situation
et l'avenir de la langue française au Québec
770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 4.04
Montréal (Québec) H3A 1G1

Directives pour la présentation des mémoires

Les mémoires doivent être acheminés sur papier de format 8 1/2 sur 11 pouces à double interligne et sur support informatique (disquette 3,5 pouces) en format Word ou RTF. Le format utilisé doit être bien identifié.

Les mémoires doivent être accompagnés d'un court résumé.

Les mémoires doivent comporter des sections clairement délimitées.

Les annexes (s'il y a lieu) doivent être clairement identifiées.

Les pages doivent être numérotées.

Les mémoires doivent, dans leur introduction, présenter l'organisation (date de fondation, nombre de membres, mission, rôle dans le milieu, etc.).

La commission prendra connaissance de tous les mémoires et invitera un certain nombre d'organismes à venir présenter leurs points de vue devant les commissaires et en débattre avec eux.

À moins que l'organisme ne s'y objecte par écrit, les mémoires reçus seront diffusés dans le site Internet de la commission au moment opportun.

La communication continue

En tout temps durant les travaux de la commission, les citoyens et les organismes ne pouvant ou ne désirant pas se prévaloir des formules précédentes pourront faire connaître leurs points de vue par courrier, par télécopieur ou par courrier électronique.

Le site Internet

Le site Internet de la commission comporte une section proposant des sites d'intérêts où l'on trouve information et données sur la situation actuelle de la langue française au Québec.

LES COORDONNÉES DE LA COMMISSION

Les coordonnées de la commission

770, RUE SHERBROOKE OUEST, BUREAU 4.04
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 1G1

TÉLÉPHONE : (514) 864-8181
TÉLÉCOPIEUR : (514) 864-8055
NUMÉRO SANS FRAIS : 1 866 864-8181

SITE INTERNET : www.etatsgeneraux.gouv.qc.ca